KARIM TABOU DEVANT LES ÉLUS LOCAUX DU FFS :

«Il faut libérer les communes et réhabiliter le politique au niveau local»

«Il s'agit de libérer les communes, de lever les obstacles qui empêchent l'élu d'être un élu à part entière. L'élu peut être un bon gestionnaire, un bon technicien. Il doit être avant tout un homme politique conscient». Karim Tabou, le premier secrétaire national du FFS, trace les contours de la gestion locale. Selon lui, «il n'y a pas de gestion locale neutre, comme il n'y a pas d'APC et d'APW neutres».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les propos tenus par Karim Tabou ont été prononcés devant les élus locaux de son parti avant-hier, à l'occasion de la première conférence nationale des élus du FFS. Une conférence dont les travaux se sont déroulés sur deux jours au siège de la Mutuelle des travaux publics de Zéralda.

Ainsi, lors de son intervention, le premier secrétaire national du FFS dira que «cette première conférence nationale des élus sera aussi l'occasion de mieux cerner, à travers l'expérience acquise sur le terrain, les conditions politiques et administratives requises pour assurer la pleine représentativité des élus et leurs responsabilités devant les citoyens et l'Etat». «Il s'agira également d'exiger une claire répartition des compétences et des prérogatives entre le pouvoir central et de demander des moyens correspondants pour un réel exercice et une certaine autonomie du pouvoir au niveau local», a-t-il souligné et d'ajouter que «les élus locaux avec la collaboration de l'administration locale doivent pouvoir disposer d'une capacité réelle d'intervention en ce qui concerne le développement local en général, notamment la gestion du foncier et le contrôle de l'urbanisme».

Cette sortie médiatique du premier secrétaire national du FFS se veut aussi un message fort à l'attention du pouvoir et également «une bonne occasion pour nous de rappeler nos positions politiques de toujours». Pour le plus vieux parti de l'opposition démocratique, «c'est l'absence de liberté et de démocratie qui engendre et qui reproduit les cycles de violence. La sécurité nationale, la stabilité et l'espoir passent par la mise en place d'un processus de démocratisation du pouvoir et de la société. Il faut restituer à la société tous les instruments et attributions de la représentation sociale et permettre aux partis et aux syndicats d'activer librement dans le champ politique national, revendiquer instamment l'exercice de la liberté de la presse et d'opinion, condamner toutes formes d'exclusion, de répression et d'intolérance et réhabiliter et civiliser le politique tant au niveau central que local, seul moyen d'impliquer toutes les composantes de la société dans le développement du processus démocratique».

Pour le premier secrétaire national du FFS, «cette première évaluation, un semestre à peine, après votre élection et pour certains d'entre vous après moult péripéties lors de votre installation peut paraître prématurée au regard de l'immensité des problèmes auxquels vous êtes confrontés dans l'accomplissement de vos missions». «Aujourd'hui, au terme de nos travaux, il s'agit pour nous, en toute sincérité, de voir si nous avons fait ce qui était nécessaire pour faire de la politique autrement, pour gérer autrement, pour tenir nos engagements dans toute la mesure du possible. Avons-nous fait ce qui est nécessaire pour concrétiser les possibilités de débat, de participation de la population à la gestion de nos collectivités ? Les citoyens qui nous ont élus sont-ils aujourd'hui pour nous des citoyens à part entière ou ne sont-ils plus que de simples administrés ?» s'est interrogé Karim Tabou. Il est à noter que cette première conférence des élus du FFS a été marquée par les interventions de MM. Mustapha Bouchachi, président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), et Mohand Amokrane Cherifi, expert international. Les deux intervenants ont débattu des questions socio-économiques et des droits de l'homme au niveau local. Les résolutions finales des travaux seront rendues publiques en ce début de semaine.

Photo : Samir Sid

Karim Tabou.

A. B.

MUSTAPHA BOUCHACHI À PROPOS DE L'AFFAIRE HABIBA :

«Préjudice pour l'Algérie et l'Islam»

«Je ne trouve aucun fondement juridique sur lequel est poursuivie Habiba. Et cette affaire, qui ne travaille pas les intérêts de l'Algérie, porte un préjudice à l'Islam.» C'est en ces termes que le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), M. Mustapha Bouchachi, a commenté l'affaire dite «Habiba». Selon lui, «les poursuites contre Habiba Kouider ont terni l'image de l'Algérie auprès de la communauté algérienne à l'étranger et donné de l'islam une image d'intolérance, alors que nous ne cessons de soutenir que cette religion est la tolérance même».

Le président de la LADDH a saisi cette occasion pour commenter les évènements de la ville de Berriane. A ce propos, il dira que «ce qui s'est passé à Berriane est grave», indiquant «qu'au lieu de mettre les gens en prison et accuser la main de l'étranger d'être derrière ces événements, il fallait plutôt se demander pourquoi tout cela se passe en Algérie». Pour l'interlocuteur, «il s'agit d'une fuite en avant».

Pour Mustapha Bouchachi, «ce qui s'est passé à Berriane, à Oran à Chlef ou ailleurs est un message fort pour le pouvoir.

La société civile mise en place par le pouvoir ne dispose pas de crédibilité auprès des citoyens. Il faut mettre fin à la façon dont est géré le pays depuis 1962. Il faut que le pouvoir libère la société civile. Mais si on maintient cette façon de gérer la société, il y aura danger tant pour le pays que pour le pouvoir».

A. B.

COMITÉ BENCHICOU POUR LES LIBERTÉS

Le prix de la Plume libre 2008 attribué à Bachir Rezzoug et Slim Boukhdir

Le prix Benchicou de la Plume libre qui distingue chaque année deux journalistes parmi les plus dévoués à la liberté d'écrire et de penser, a été attribué, pour l'année 2008, à l'un des pères du journalisme algérien indépendant, Bachir Rezzoug, et au journaliste tunisien emprisonné Slim Boukhdir.

Le Comité Benchicou pour les libertés (CBL), qui place l'événement de cette année sous le signe : «Un journalisme à l'écoute de la société», a voulu honorer deux personnalités qui ont mis leur plume au service de nos peuples de tout temps trahis et abusés, et dont ils ont saisi qu'ils ont toujours eu besoin d'une solidarité aussi vaste que l'immensité de leurs solitudes.

La remise du prix du CBL intervient cette année encore en Algérie dans un climat politique et sécuritaire flou, où la désintégration de l'identité et de l'économie nationales, les graves maux sociaux (chômage, hogra, corruption...) qui se sont soldés récemment encore par des pics de colère incontrôlables à Chlef et Berriane (Ghardaïa), etc. le désarroi social et le chaos total qui guette le pays, imposent un journalisme chaque jour plus proche des Algériens. Le CBL estime que la liberté de la presse se trouve remise en cause insidieusement par les forces occultes qui squattent les appareils politique, judiciaire et économique et qui entravent l'évolution positive et quantitative initiée par des femmes et des hommes qui luttent quotidiennement dans nos rédactions pour une véritable presse libre et indépendante.

Institué en 2005 par le Comité Benchicou pour les libertés (CBL) durant l'incarcération du directeur du *Matin*, le prix Benchicou de la Plume libre a honoré les précédentes années, de nombreux journalistes algériens et maghrébins : Hakim Laâlam (2005), Bachir Larabi et le Marocain Ali Lemrabet (2006), le regretté Abdelhak Beliardouh et le journaliste syrien emprisonné Michel Kilo (2007).

En choisissant d'honorer cette année Bachir Rezzoug, le Comité Benchicou pour les libertés (CBL) a, d'une part, voulu rendre hommage au talent et au parcours exceptionnel du journaliste et, d'autre part, rappeler que le journalisme algérien d'aujourd'hui a eu ses fondateurs et ses architectes, et que Bachir Rezzoug en fut certainement l'un des plus remarquables.

Depuis 1964, Bachir fut à l'origine de toutes les grandes révolutions qui ont poussé le journalisme algérien vers la liberté : de l'inoubliable *La République*, irremplaçable quotidien impertinent, qu'il dirigea très jeune au début des années 1970 jusqu'à *Alger républicain*, premier journal indépendant à briser le mur de la presse unique et qu'il relança en 1989, en passant par *Algérie-Actualités* dans ses années de splendeur, *El Moudjahid* dont il bouleversa la ligne éditoriale, ou l'*Opinion*. Bachir Rezzoug a formé des générations entières de journalistes nourris aux trois aliments essentiels : la rigueur professionnelle, l'impertinence et l'indépendance.

En distinguant Slim Boukhdir, le CBL a tenu à honorer un exemple de courage et d'opiniâtreté contre la dictature et l'injustice, un journaliste qui se consacre à la liberté en dépit de la répression, de la torture et de l'intimidation de la part du régime tunisien.

Slim Boukhdir, 39 ans, est emprisonné depuis novembre 2007 en Tunisie. Il est, depuis des années, victime de harcèlement de toutes sortes (pressions financières et administratives, agressions physiques...) Correspondant du journal panarabe *Al Qods Al Arabi* et du site internet de la chaîne de télévision satellitaire Al Arabiya, il publie des articles sur plusieurs sites internet et notamment Tunisnews et Kantara. Le prix Benchicou de la Plume libre 2008 sera remis le samedi 14 juin, Journée de la Plume libre, à 11h00 à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, en présence de personnalités des médias et de la société civile. C'est le choix du CBL d'organiser, désormais, la cérémonie en dehors de la capitale. Pour l'année 2009, le choix sera porté sur une autre ville algérienne.

Le CBL saisit l'occasion pour souligner qu'il reste au service du combat pour la liberté et qu'il demeure attentif aux évolutions de la scène nationale et médiatique.

Le Comité Benchicou pour les libertés, Alger, le 4 juin 2008

DÉCLARATION DU CCDR

Viol de la mémoire révolutionnaire !

L'escalade à l'atteinte des libertés se poursuit par un pouvoir qui pousse à l'extrême sa politique lente et insidieuse d'érosion, «de grignotage», pour engager l'Algérie dans la voie de l'intolérance et de la régression. Bâillonnant de plus en plus les libertés d'expression avec des procès continus contre la presse, réprimant les libertés d'opinion, de conscience et de culte par des procès inquisitoires d'un autre âge et des condamnations inadmissibles, le pouvoir a ainsi bafoué, sans état d'âme, la Constitution.

Scandale sans précédent, après celui de la loi fondamentale, c'est au viol de la mémoire révolutionnaire que le pouvoir procède, en faisant obligation d'une demande préalable aux organisateurs de la cérémonie à la mémoire des chouhada, Henri Maillot et Maurice Laban, au cimetière d'El-Madania. Sous la pression, notamment médiatique, il finit par «autoriser» le recueillement en exigeant une minute de silence sans discours, comme l'ont affirmé les organisateurs outrés !

Pourquoi cette discrimination ? Le pouvoir pousse-t-il l'inquisition jusque dans les tombes des héros de la Révolution ? Après avoir instauré deux collèges chez les moudjahidine, il veut en faire de même pour les chouhada. Ce qui confirme son approche réductrice et mutilante de l'histoire de notre pays. Après sa politique insensée de division régionaliste et culturelle, le pouvoir s'engage de plus en plus dans la dangereuse voie de la rupture de la cohésion sociale, en portant atteinte à la mémoire de celles et de ceux qui donnèrent leur vie non pour une cause religieuse, mais pour l'indépendance de leur pays : l'Algérie !

Sans parler de la nouvelle politique des centres de rétention annoncée par le pouvoir, en élève docile et soumis, faisant fi de l'image de marque de l'Algérie révolutionnaire, vivante dans la mémoire profonde africaine. L'Algérie ne peut oublier Frantz Fanon. Au cimetière, ils furent très nombreux celles et ceux, toutes confessions confondues, unis dans le même recueillement dans un climat empreint de grande émotion, au pied de la tombe des deux martyrs de la Révolution. En fait, ces atteintes aux espaces de toutes les libertés, la déclaration outrecuidante du chef du gouvernement remisant au placard une Constitution adoptée par le peuple souverain, et cette agression à la mémoire révolutionnaire, sont autant de manœuvres politiciennes annonciatrices d'un glissement vers une république théocratique. En son temps, à l'Assemblée constituante en 1963, lors du débat sur le code de la nationalité, l'abbé Bérenger avait déjà tiré la sonnette d'alarme avec une phrase prémonitoire : «Je déplore de voir l'Algérie s'engager dans l'Histoire à reculons !»

Alger le 5.6.08

Le Bureau national du CCDR